

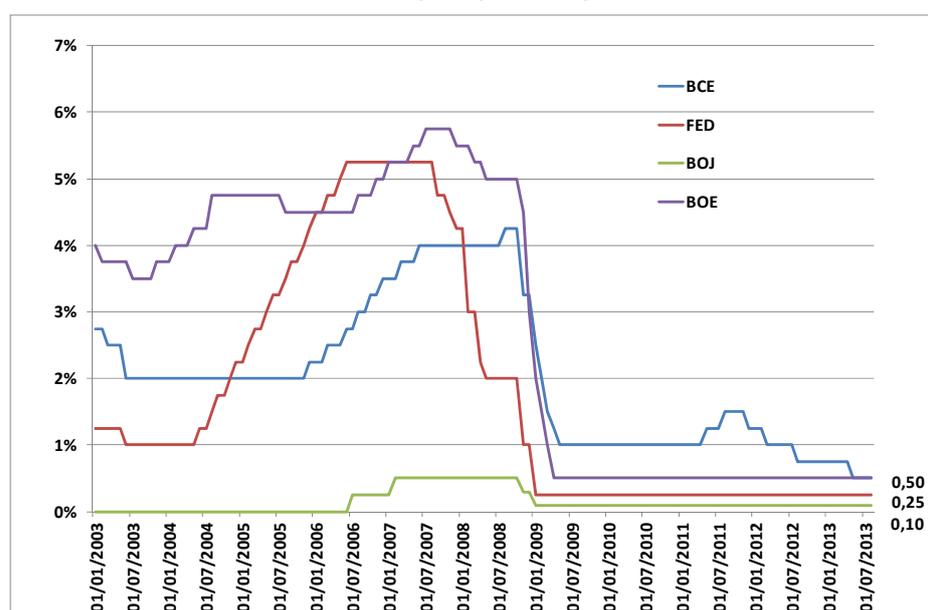
1 - Actualité nationale et internationale

Taux d'intérêt

BCE : Les taux directeurs restent inchangés

Lors de sa réunion du 1^{er} août 2013, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé de laisser inchangés les taux d'intérêt directeurs de la BCE. M. Draghi, Président de la BCE, a déclaré lors de sa conférence de presse que « Les tensions inflationnistes sous-jacentes devraient rester modérées à moyen terme dans la zone euro. Confirmant ce scénario, les évolutions monétaires, et en particulier celles du crédit, demeurent atones (...). Dans le même temps, les indicateurs de confiance récents tirés des données d'enquêtes font état d'une nouvelle amélioration par rapport à un bas niveau de départ et semblent confirmer la perspective d'une stabilisation de l'activité économique. Notre politique monétaire vise toujours à maintenir une orientation accommodante dans la mesure justifiée par les perspectives de stabilité des prix et à promouvoir des conditions stables sur le marché monétaire. Elle apporte ainsi son soutien à une reprise progressive de l'activité économique qui devrait intervenir avant la fin de l'année et en 2014. S'agissant de l'avenir, l'orientation de notre politique monétaire demeurera accommodante aussi longtemps que nécessaire. Le Conseil des gouverneurs confirme qu'il prévoit que les taux d'intérêt directeurs de la BCE resteront à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée. Cette anticipation continue de se fonder sur le maintien, à moyen terme, de perspectives inchangées d'une inflation globalement modérée, compte tenu de la faiblesse généralisée de l'économie et de l'atonie de la dynamique monétaire (...). Après six trimestres de contraction du PIB dans la zone euro, les indicateurs de confiance récents tirés des données d'enquêtes font état d'une nouvelle amélioration modeste par rapport à un bas niveau de départ et semblent confirmer la perspective d'une stabilisation de l'activité à des niveaux faibles. Dans le même temps, la situation sur le marché du travail reste morose (...). S'agissant de l'analyse monétaire, l'expansion monétaire sous-jacente et, en particulier, la croissance du crédit sont demeurées atones en juin (...). La faible dynamique des prêts continue de traduire essentiellement le stade actuel du cycle économique, l'intensification du risque de crédit ainsi que l'ajustement en cours des bilans des agents financiers et non financiers. »

Taux directeur des principales banques centrales



Chômage

Légère hausse du nombre de demandeurs d'emploi en juin en France

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 3 279 400 à fin juin 2013. Ce nombre est en hausse par rapport aux chiffres de mai (+ 0,5 %, soit 14 900 chômeurs de plus). Sur un an, la progression du nombre de demandeurs d'emploi s'élève à 11,2 %.

Stabilité du taux de chômage en ZE17

Dans la zone euro (ZE17), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 12,1 % en juin 2013, stable par rapport à mai. Dans l'UE27, le taux de chômage a été de 10,9 %, en baisse par rapport au taux de 11,0 % relevé en mai. Dans les deux zones, les taux ont augmenté par rapport à juin 2012, où ils se situaient respectivement à 11,4 % et 10,5 %. Selon les estimations d'Eurostat, 26,4 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage en juin 2013 dans l'UE27, dont 19,27 millions dans la zone euro. Comparé à juin 2012, le chômage s'est accru de 1,1 million de personnes dans l'UE27 et de dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles ont été enregistrés en Autriche (4,6 %), en Allemagne (5,4 %) ainsi qu'au Luxembourg (5,7 %), et les plus élevés en Grèce (26,9 % en avril 2013) et en Espagne (26,3 %).

Inflation

Légère augmentation des prix en France en juin

Après une hausse en mai 2013 de 0,1 %, l'indice des prix à la consommation (IPC) a également augmenté de 0,2 % au mois de juin en France. Sur un an, il s'accroît de 0,9 % en juin (après + 0,8 % en mai et + 0,7 % en avril). Cette évolution est imputable à la hausse des prix, en partie saisonnière, de certains services et produits alimentaires. Ainsi, le prix des services d'hébergements augmente de 5,5 % (contre 4,5 % en juin 2012). Les prix de l'énergie et des produits manufacturés sont globalement restés inchangés en juin.

Stabilité du taux d'inflation en zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à 1,6 % en juillet 2013, stable par rapport au mois de juin, où il était également de 1,6%, selon une estimation publiée par Eurostat. Comme en juin, l'alimentation, les boissons alcoolisées et le tabac devraient connaître le taux annuel le plus élevé en juillet (+ 3,5 % contre 3,2 % en juin), suivis de l'énergie (+ 1,6 % stable par rapport à juin), des services (+ 1,4 % stable également) et des biens industriels hors énergie (+ 0,4 % contre + 0,7 % en juin).

Asie/Pacifique

Japon : Hausse de la TVA décalée pour ne pas pénaliser la reprise

La hausse de 5 % à 8 % prévue en avril 2014 pourrait être décalée afin de ne pas pénaliser la reprise actuelle de l'activité. Le taux de chômage a baissé en juin à 3,9 % se situant à son plus bas niveau depuis octobre 2008.

La politique de dépréciation du yen semble aller vers une sortie progressive de la déflation. Sur un an, l'indice des prix sous-jacent hors produits frais a augmenté de 0,4 % en juin, contre 0 % en mai. L'objectif du Premier ministre est de revenir à un taux inflation de 2 % à l'horizon de deux ans.

Croissance maintenue en Chine et forte contraction de l'activité manufacturière

Le FMI a maintenu sa prévision de croissance à 7,75 % pour 2013 tout en notant la forte contraction de l'activité manufacturière et la chute inattendue de l'excédent commercial en juin. Il met également en garde contre le poids croissant du « shadow banking » et contre l'endettement mal contrôlé des municipalités et des collectivités locales qui s'élevait en 2012 à 45 % du PIB selon le FMI.

Face à la poursuite du ralentissement économique, le Premier ministre, Li Keqiang, a annoncé en juillet des mesures visant à soutenir la croissance du PIB au-dessus des 7 %. Le réseau ferré, les PME, les industries d'avenir et les exportateurs seront stimulés par différents dispositifs d'aide.

Actualité législative

Arrêté du 29 juillet 2013 relatif aux taux mentionnés dans le règlement du Comité de la réglementation bancaire n° 86-13 du 14 mai 1986 relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?sessionId=?cidTexte=JORFTEXT000027778086&dateTexte=&oldAction=dernierJO&categorieLien=id> A compter du 1^{er} août 2013, les taux des Livrets A, du Livret bleu, des Livrets de développement durable (LDD) sont ramenés de 1,75 % à 1,25 %, le taux du Livret d'Épargne Populaire passe de 2,25 % à 1,75 % et le taux de CEL (hors primes d'état et avant prélèvements sociaux) est ramené de 1,25 % à 0,75 %.

2 – Actualité régionale

Japon : hausse de la TVA décalée pour ne pas pénaliser la reprise

La hausse de 5 % à 8 % prévue en avril 2014 pourrait être décalée afin de ne pas pénaliser la reprise actuelle de l'activité. Le taux de chômage a baissé en juin à 3,9 % se situant à son plus bas niveau depuis octobre 2008.

La politique de dépréciation du yen semble aller vers une sortie progressive de la déflation. Sur un an, l'indice des prix sous-jacent hors produits frais a augmenté de 0,4 % en juin, contre 0 % en mai. L'objectif du Premier ministre est de revenir à un taux inflation de 2 % à l'horizon de deux ans.

Cours du yen japonais (JPY) / F CFP

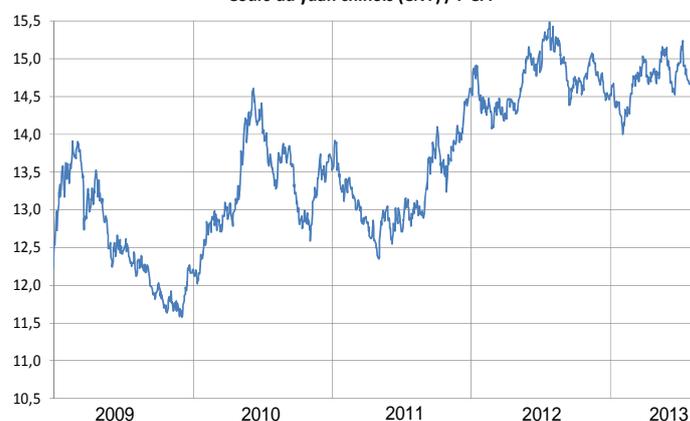


Croissance maintenue en Chine et forte contraction de l'activité manufacturière

Le FMI a maintenu sa prévision de croissance à 7,75 % pour 2013 tout en notant la forte contraction de l'activité manufacturière et la chute inattendue de l'excédent commercial en juin. Il met également en garde contre le poids croissant du « shadow banking » et contre l'endettement mal contrôlé des municipalités et des collectivités locales qui s'élevait en 2012 à 45 % du PIB selon le FMI.

Face à la poursuite du ralentissement économique, le Premier ministre, Li Keqiang, a annoncé en juillet des mesures visant à soutenir la croissance du PIB au-dessus des 7 %. Le réseau ferré, les PME, les industries d'avenir et les exportateurs seront stimulés par différents dispositifs d'aide.

Cours du yuan chinois (CNY) / F CFP

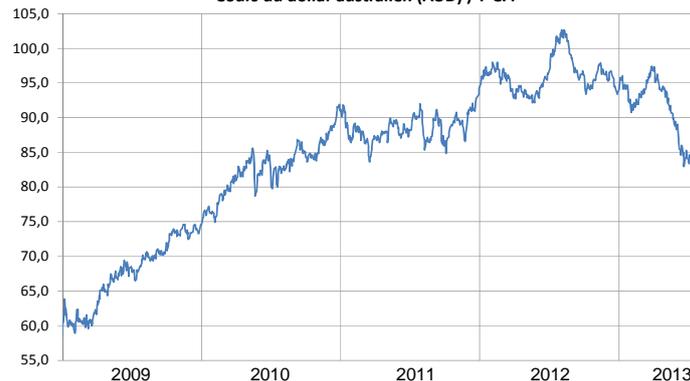


Australie : une inflation modérée au deuxième trimestre

L'inflation n'a progressé que de +0,4 % au deuxième trimestre 2013 (+2,4 % sur un an). La hausse des prix est principalement due au tabac (+9 %), en raison notamment de la hausse de la taxe d'accise au 1^{er} février 2013 et aux services de santé (+3,4 %) avec l'augmentation des primes des caisses de santé privées.

La modération de l'inflation a permis à la Banque centrale australienne (RBA) d'abaisser son taux directeur de 25 points de base, à 2,5 %, le 6 août, afin de soutenir la demande intérieure.

Cours du dollar australien (AUD) / F CFP



Nouvelle-Zélande : amélioration d'activité dans le secteur de la construction

Le dynamisme du secteur de la construction a été évoqué lors de la réunion du comité de la Banque Centrale, le 25 juillet. Au deuxième trimestre, le nombre d'autorisations de construire accordées pour le logement neuf atteint 5 213, soit son plus haut niveau depuis 5 ans. Cependant, une hausse rapide des prix immobiliers est observée à Auckland et à Canterbury.

La Banque Centrale a laissé son taux directeur inchangé, à 2,5 %, et reste attentive aux pressions inflationnistes du secteur immobilier.

Cours du dollar neo-zélandais (NZD) / F CFP



3 – Brèves économiques locales

Election au Congrès de Nouvelle-Calédonie

Roch Wamytan, candidat indépendantiste, a été élu Président du Congrès le 8 août à la majorité relative (23 voix sur 54) à l'issue du troisième tour de scrutin.

Visite officielle du Premier Ministre

Le Premier Ministre, Jean-Marc Ayrault, accompagné de Victorin Lurel (Ministre des Outre-mer) et Fleur Pellerin (Ministre des PME, de l'innovation et de l'économie numérique), étaient en visite officielle du 26 au 28 juillet en Nouvelle-Calédonie. A cette occasion, le Premier Ministre a rencontré les membres du Gouvernement et du Congrès, de nombreux acteurs économiques et visité l'usine du Nord. Dans son discours au Congrès, le Premier Ministre a confirmé le maintien du dispositif de défiscalisation, avec un meilleur encadrement, et le déploiement de la Banque publique d'investissement sur le territoire.

Cinquième Colloque international du nickel

La Nouvelle-Calédonie a accueilli le cinquième Colloque international du nickel destiné aux professionnels, du 1^{er} au 5 juillet. Près de 300 représentants des principaux groupes miniers et financiers internationaux étaient présents. La morosité actuelle du marché a été évoquée, avec un cours du nickel faible en raison d'un excès de production mondiale. La situation ne devrait pas s'améliorer avant l'année 2016.

Budget supplémentaire 2013 pour la Nouvelle-Calédonie

Le budget supplémentaire de la Nouvelle-Calédonie s'élève à 66,9 milliards de F CFP, dont 37,4 milliards de nouvelles mesures et 29,5 milliards de reports de l'exercice 2012. Ce montant est alloué à hauteur de 46,9 milliards de F CFP pour la Nouvelle-Calédonie, le reste étant destiné aux Provinces et aux Communes. Une partie du budget est notamment consacrée au respect du protocole de fin de conflit sur la vie chère (création de 15 postes à la Direction des Affaires Economiques pour le contrôle des prix et prise en charge de frais de transport de marchandises).

Signature d'un contrat commercial entre le mineur Maï Kaouaoua Mines et Pacific Metals Company

Un contrat de vente et d'achat de minerai a été conclu entre le mineur Maï Kaouaoua Mines (MKM) et la société japonaise Pacific Metals Company (Pamco). L'accord concerne le minerai ayant une teneur en nickel comprise entre 1,8 et 2 %. Le minerai extrait de la mine Ada, dans le Sud, sera exporté à hauteur de 250 000 tonnes par an pendant 10 ans vers l'usine de Hachinohe au Japon. Pamco a alloué une aide d'un milliard de F CFP pour l'achat d'équipements miniers, la construction du wharf en Baie N'Go, le réseau routier et des projets environnementaux.

Résultats d'ERAMET au premier semestre 2013

Le chiffre d'affaires du groupe ERAMET est en baisse de 7 % au premier semestre 2013 par rapport au premier semestre 2012 et le résultat net s'établit à -32 millions d'euros (-3,8 milliards de F CFP). Le groupe a été impacté par le niveau très bas des cours du nickel. La direction du groupe a décidé d'intensifier son programme de baisse des coûts et de renforcer sa compétitivité dans tous ses métiers sur la période 2013-2015.

Accord du Sénat pour le projet de modification de la loi organique calédonienne

Le Sénat a adopté à l'unanimité le projet de modification de la loi organique calédonienne permettant notamment à la Nouvelle-Calédonie de créer des autorités administratives indépendantes et, par conséquent, une Autorité locale de la concurrence. Le Gouvernement nommera les membres des futures autorités administratives, après une soumission préalable à l'accord du Congrès par une majorité des trois cinquièmes. Le texte sera présenté à l'Assemblée nationale en septembre 2013.

Rencontre bilatérale entre le Vanuatu et la Nouvelle-Calédonie

Le Premier Ministre du Vanuatu et le Président du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie se sont rencontrés à Port-Vila le 21 juillet. Les deux gouvernements ont réaffirmé à cette occasion leur souhait de mettre en place un accord commercial afin de faciliter les échanges de biens et services. Les deux territoires souhaitent également améliorer leur desserte aérienne réciproque.

Transfert du droit civil et commercial

Depuis le 1^{er} juillet, la Nouvelle-Calédonie dispose des compétences en matière de droit civil (ordonnance 2013-516 du 20 juin 2013) et de droit commercial.

Poursuite de la réforme du régime de base des retraites

L'âge de départ à la retraite anticipée est passé de 57 à 57,5 ans le 1^{er} juillet. L'alignement des retraites complémentaires sur le régime de la CAFAT a été prolongé jusqu'au 1^{er} janvier 2017. Pour pallier au déficit des caisses complémentaires au niveau national, une augmentation des cotisations de 0,10 % est prévue en 2014 et 2015.

Mise en ligne de l'Observatoire des prix

L'Observatoire des prix, qui constituait l'un des éléments du protocole de fin de conflit sur la vie chère, a été mis en ligne le 15 juillet. Le site permet de comparer les prix de plusieurs produits en fonction des enseignes commerciales. Chaque surface de plus de 350 m² est soumise à l'obligation de transmission hebdomadaire de l'ensemble de ses références.

Publications

L'IEOM a publié les notes expresses suivantes :

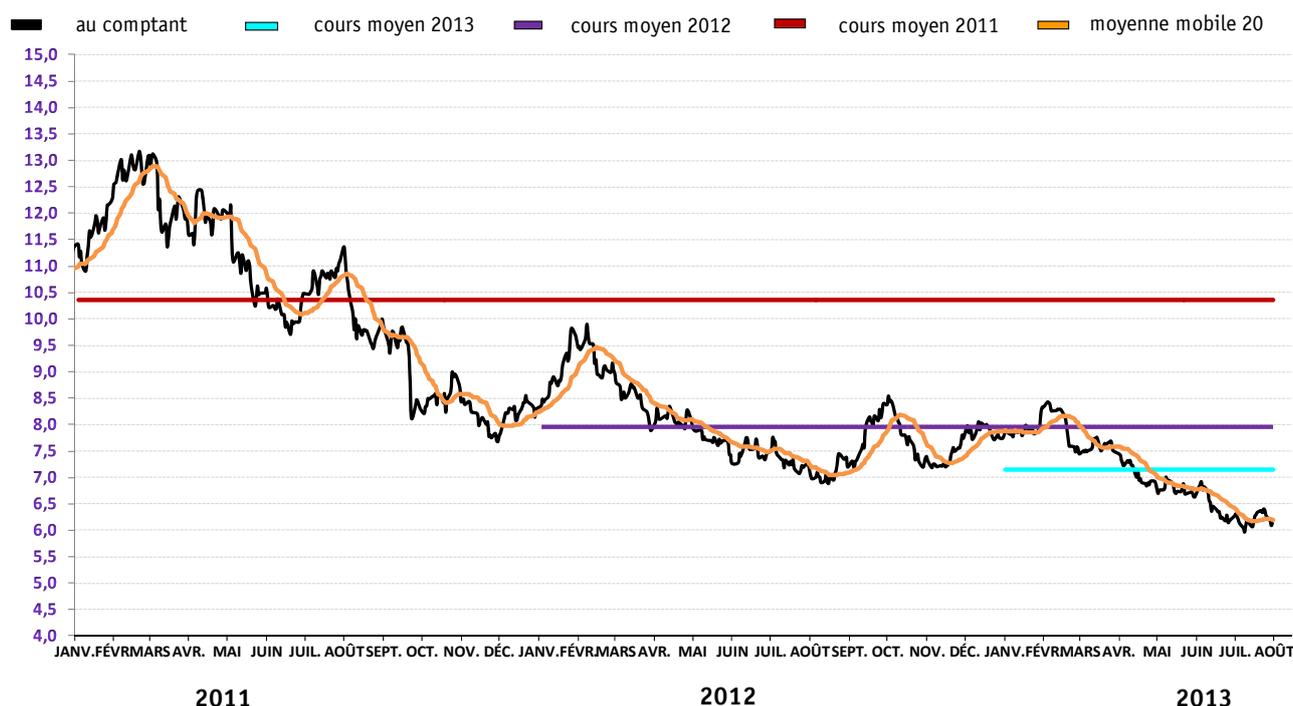
- NE n°101 - Panorama de la Nouvelle-Calédonie
- NE n°102 - Premières tendances Nouvelle-Calédonie - 2^e trimestre 2013

4 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel	
Indice des prix à la consommation			juil.-13	105,1	-0,1%	1,4%
Nombre de demandeurs d'emploi			juin-13	6 031	0,8%	-4,0%
COMMERCE EXTERIEUR (en millions de F CFP)						
Exportations	mensuelles	mai-13	9 715	-12,3%	1,8%	
	cumulées	mai-13	51 050	-	-2,4%	
Importations	mensuelles	mai-13	24 316	4,5%	-14,8%	
	cumulées	mai-13	118 051	-	-7,6%	
SECTEURS D'ACTIVITE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel	
NICKEL						
• Cours du nickel au LME en USD/livre			juil.-13	6,21	-4,0%	-15,2%
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre			juil.-13	567	-3,1%	-20,4%
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	mai-13	510	80,1%	64,5%	
	cumulées	mai-13	1 627	-	12,7%	
• Exportations de produits métallurgiques (Ferronickel, matte, NHC, NiO) (en tonnes de nickel contenu)	mensuelles	mai-13	5 457	-10,4%	14,4%	
	cumulées	mai-13	27 717	-	-1,7%	
TOURISME						
• Touristes débarqués	mensuels	juin-13	7 408	14,1%	-5,4%	
	cumulés	juin-13	46 185	-	-4,8%	
• Nuitées	mensuels	mai-13	47 972	-1,1%	6,3%	
	cumulés	mai-13	241 782	-	-7,6%	
• Taux d'occupation mensuel des hôtels de Nouméa		mai-13	50%	- 7,6 pt	- 2,6 pts	
• Croisiéristes (p)		mars-13	84 679	-	4,0%	
BTP						
• Ventes totales de ciment (en tonnes)	mensuelles	juin-13	9 459	-11,7%	-1,2%	
	cumulées	juin-13	60 580	-	2,6%	
• Index BT 21 (p)		juin-13	101,70	0,0%	2,6%	
• IRL (p)		juin-13	119,15	0,2%	3,1%	
CREVETTES						
• Exportations de crevettes (en tonnes)	mensuelles	juil.-13	161	2,5%	20,1%	
	cumulées	juil.-13	794	-	17,3%	
• Exportations de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	juil.-13	233	-1,3%	22,0%	
	cumulées	juil.-13	1 195	-	24,5%	
COMMERCE AUTOMOBILE						
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	juil.-13	555	-8,7%	-24,5%	
	cumulées	juil.-13	3 897	-	-12,5%	

Sources : ISEE, IDCNC, DIMENC, DITTT

ÉVOLUTION DES COURS DU NICKEL AU LME (\$/LB)



5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse monétaire

en millions de F CFP	juin-11	juin-12	juin-13	var 12/11	var 13/12
Circulation fiduciaire	14 071	15 812	16 236	12,4%	2,7%
Dépôts à vue	221 270	231 518	261 579	4,6%	13,0%
Total M1	235 341	247 330	277 815	5,1%	12,3%
M2-M1	97 524	101 496	108 108	4,1%	6,5%
Total M3	515 177	529 107	593 214	2,7%	12,1%

Concours de caractère bancaire

en millions de E CEP	mars-11	mars-12	mars-13	var 12/11	var 13/12
Entreprises	406 139	430 054	454 194	5,9%	5,6%
Ménages	367 616	392 568	404 716	6,8%	3,1%
Collectivités locales	47 130	60 356	64 453	28,1%	6,8%
Autres agents de CCB non ventilés	14 807	15 273	15 304	3,1%	0,2%
Total concours sain	835 693	898 251	938 667	7,5%	4,5%
Créances douteuses brutes	17 467	18 922	19 954	8,3%	5,5%
Total concours brut	853 160	917 173	958 621	7,5%	4,5%

Interdits bancaires

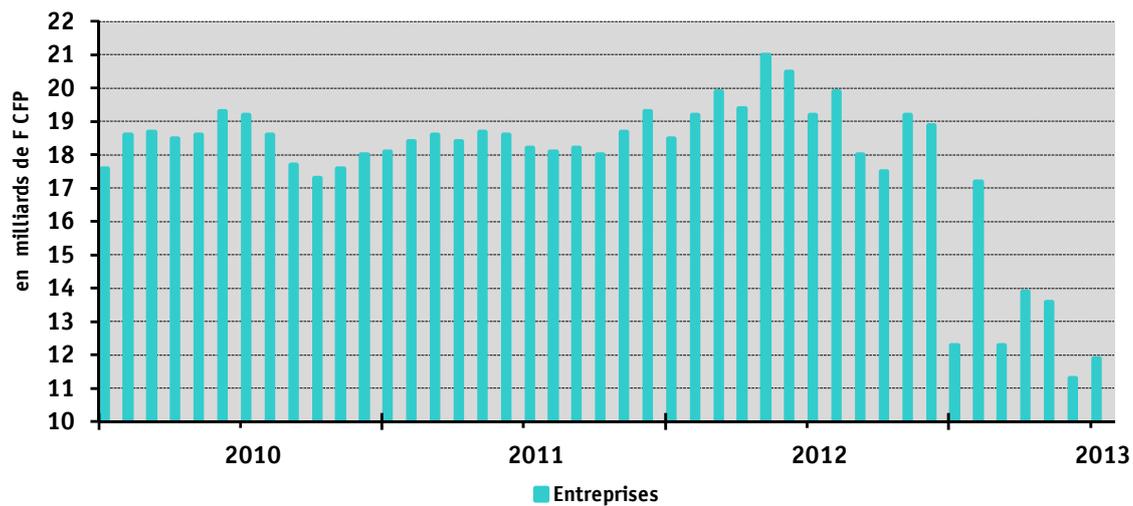
INDICATEURS IEOM		Données brutes		var.mensuelle	gliss. annuel
Interdits bancaires	stock	juil.-13	7 671	-0,4%	11,3%
	dont personnes physiques	juil.-13	6 807	-0,6%	11,1%
	dont personnes morales	juil.-13	864	1,1%	12,4%

Cotation

INDICATEURS IEOM		Données brutes		var.mensuelle	gliss. annuel
Cotes valides	juil.-13	15 658	0,3%	4,9%	
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	juil.-13	4 888	1,9%	1,5%	

Refinancement des entreprises

INDICATEURS IEOM		Données brutes		var.mensuelle	gliss. annuel
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises	juil.-13	11,9	4,8%	-38,0%



6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2012	2013	Var .
Indice des prix à la consommation	juil	103,68	105,13	1,4%
<u>Entreprises</u>				
nb d'entreprises (a)	juin	55 516	56 744	2,2%
dont nb d'entreprises sans salarié (a)	juin	49 363	50 119	1,5%
créations d'entreprises	déc*	5 115	5 134	0,4%
cessations d'entreprises (p)	déc*	2 846	3 121	9,7%
liquidations judiciaires (nb)	mars	29	16	-44,8%
redressements judiciaires (nb)	mars	20	18	-10,0%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	juil	769	864	12,4%
ventes de ciment local (tonnes)	juin	58 986	60 519	2,6%
importations de ciment (tonnes)	juin	43	61	41,7%
total ciment (tonnes)	juin	59 029	60 580	2,6%
importations de biens d'équipement (M FCFP)	juin	16 582	7 175	-56,7%
importations de véhicules utilitaires (M FCFP)	juil	4 867	3 625	-25,5%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	juil	2 089	2 326	11,3%
<u>Ménages</u>				
emploi salarié (nb)	mars	89 228	90 218	1,1%
dont secteur privé	mars	64 623	65 112	0,8%
dont secteur public	mars	24 605	25 106	2,0%
demandes d'emploi de fin de mois	juin	6 285	6 031	-4,0%
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	juin	6 688	6 549	-2,1%
chômeurs indemnisés	mai	1 719	2 044	18,9%
montant horaire du Salaire minimum garanti (F CFP)	juil	887,6	899,3	1,3%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	juil	6 125	6 807	11,1%
décisions retraités cartes bancaires	juil	1 992	1 756	-11,8%
incidents paiements sur chèques	juil	20 941	22 593	7,9%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	juil	4 454	3 897	-12,5%
importations de véhicules de tourisme (M FCFP)	juil	10 029	8 995	-10,3%
importations de produits alimentaires (M FCFP)	juin	17 267	16 424	-4,9%
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	juin	8 357	8 491	1,6%
<u>Echanges</u>				
nombre de touristes	juin	48 522	46 185	-4,8%
nombre de croisiéristes	mars	81 422	84 679	4,0%
taux d'occupation moyen depuis le 1 ^{er} janvier des hôtels de Nouméa	mai	57,2%	54,6%	-2,6 pts
moyenne des cours du nickel au LME en \$/lb sur l'année	juil	8,20	7,16	-12,7%
cours du nickel au LME en \$/lb	juil	7,33	6,21	-15,2%
exportations de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	mai	1 443	1 627	12,7%
exportations de minerai de nickel (M FCFP)	mai	7 037	7 178	2,0%
exportations métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	mai	28 183	27 717	-1,7%
exportations métallurgique de nickel (M FCFP)	mai	42 428	32 250	-24,0%
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	mai	353	476	34,8%
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	mai	490	726	48,2%
exportations en valeur du nickel (métal-minerai) et des crevettes	mai	49 955	40 154	-19,6%
part de ces produits dans le total des exportations	mai	95,5%	78,7%	-16,8 pts
total des importations (M FCFP)	mai	127 694	118 051	-7,6%
total des exportations (M FCFP)	mai	52 320	51 050	-2,4%
taux de couverture	mai	40,97%	43,24%	2,3 pts
recettes douanières (M FCFP)	mai	19 816	19 148	-3,4%
<u>Indicateurs financiers (M de FCFP)</u>				
Dépôts à vue	juin	231 518	261 579	13,0%
M1	juin	247 330	277 815	12,3%
M2	juin	348 826	385 923	10,6%
Dépôts à termes	juin	180 240	207 250	15,0%
M3	juin	529 107	593 214	12,1%
P1	juin	3 959	3 728	-5,8%
coût du crédit aux entreprises- court terme	janv	5,49%	5,28%	-0,21 pt
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme	janv	4,25%	4,53%	0,28 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers	janv	4,64 %	4,68 %	0,04 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels >181 920 F CFP	janv	6,79 %	7,65 %	0,86 pt
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues (p)	mars	917 173	958 621	4,5%
Ménages	mars	392 568	404 716	3,1%
dont crédits à la consommation	mars	71 520	73 463	2,7%
dont crédits à l'habitat	mars	314 870	325 125	3,3%
Entreprises	mars	430 054	454 194	5,6%
dont crédits d'exploitation	mars	81 016	84 093	3,8%
dont crédits d'investissement	mars	227 076	239 880	5,6%
dont crédits à la construction	mars	109 043	114 391	4,9%
Collectivités locales	mars	60 356	64 453	6,8%
dont d'investissement	mars	56 729	62 268	9,8%
Autres agents de CCB non ventilés	mars	15 273	15 304	0,2%
créances douteuses brutes	mars	18 922	19 954	5,5%
taux de créances douteuses brutes	mars	2,1%	2,1%	0,0 pt
ensemble des actifs financiers	mars	646 682	702 052	8,6%
Ménages	mars	346 223	360 551	4,1%
Sociétés	mars	208 972	232 726	11,4%
Autres agents	mars	91 486	108 775	18,9%
dont assurances-vie	mars	101 270	103 541	2,2%

(p) : provisoire (a) : actualisé

*2011/2012

2 – Actualité régionale

[Fidji inscrit pour la première fois sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO](#)

La ville portuaire de Levuka est le premier site fidjien à être inscrit sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO. L'ancienne capitale de l'archipel figure parmi six autres sites approuvés lors de la 37^e session du Comité de l'UNESCO, qui s'est achevée fin juin 2013. Selon l'organisation, le site de Levuka est un exemple rare de ville portuaire coloniale, dont le développement a été influencé par la communauté autochtone reprenant les traditions locales de construction. À cette occasion, l'Attorney-General, Aiyaz Sayed-Khaiyum, également ministre du Tourisme, a souligné l'intérêt de cette inscription qui, sur le plan économique, pourrait se traduire par l'ouverture d'opportunités pour les entreprises.

[L'Organisation mondiale de la santé à Samoa pour poursuivre la concrétisation du concept d'îles-santé dans le Pacifique](#)

La dixième réunion des ministres de la Santé des pays océaniques s'est tenue du 2 au 4 juillet à Apia et a réuni une vingtaine d'États et Territoires insulaires océaniques afin d'améliorer l'offre en termes de santé publique. Cette réunion a été organisée par les autorités samoanes avec le soutien du Bureau régional de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour le Pacifique occidental et du Secrétariat général de la Communauté du Pacifique (CPS). La rencontre a permis de renforcer au niveau régional le concept d'îles-santé et s'est attachée à poursuivre trois objectifs premiers soit : la lutte contre les maladies non transmissibles, la définition de déterminants sociaux se rapportant à la santé ainsi que le renforcement de la formation professionnelle.

[Nouvelle aide financière accordée au Vanuatu par la France et la Nouvelle-Calédonie](#)

La conférence de la commission mixte de la Convention de coopération régionale entre la Nouvelle-Calédonie, le Vanuatu et la France s'est tenue le 20 juillet à Port-Vila. Suite au bilan annuel très positif des différents projets menés pour le développement de l'archipel, de nouveaux projets ont été approuvés. Une enveloppe de 36,2 millions de F CFP est allouée au Vanuatu pour soutenir différents projets de développement nationaux. Consacrée en grande partie au système éducatif, les secteurs de la culture et de la science profiteront également de cette aide financière cofinancée à part égale par la France et la Nouvelle-Calédonie. La récente mise en place d'une licence francophone dans les domaines de l'administration et de l'économie sociale est également concernée par cette aide.

3 – Brèves locales

[Rapport du ministère de l'Agriculture, de l'Agro-alimentaire et de la Forêt sur le développement du secteur primaire local](#)

Suite à sa mission sur Wallis-et-Futuna, M. Jean-Pierre Bastié, Conseiller pour l'Outre-mer du ministère de l'Agriculture, de l'Agro-alimentaire et de la Forêt, a rendu son rapport sur le développement et la structuration du secteur primaire local. Précisant qu'un grand nombre d'habitants pratiquent à la fois l'agriculture, l'élevage et la pêche, avec pour vocation première la satisfaction des besoins familiaux et coutumiers, il observe que ce secteur est délaissé par les jeunes wallisiens et futuniens. Afin de développer le secteur et de remobiliser ses acteurs, M. Jean-Pierre Bastié préconise une action fondée sur trois axes stratégiques : 1) l'inscription du secteur comme priorité politique, 2) l'accompagnement et le soutien aux acteurs des différentes branches, 3) la mobilisation des acteurs de la formation, de la recherche et du développement.

9^e édition des Mini-Jeux du Pacifique : Bilan à un mois de la compétition

À un mois de la cérémonie d'ouverture, le Comité organisateur des Mini-Jeux est particulièrement mobilisé et multiplie ses actions au regard des différentes disciplines sportives inscrites. De nombreuses formations sont proposées aux futurs volontaires associés à l'évènement. Celles-ci touchent à la sécurité, à l'arbitrage, aux premiers secours, à l'accueil, à la restauration et à la communication. Le nombre de volontaires inscrits pour apporter un appui au bon déroulement de la manifestation est encore jugé trop faible par le Comité organisateur qui attend des renforts en provenance de Nouvelle-Calédonie. Deux délégations ne participeront pas à l'évènement sportif, les îles Mariannes du Nord et Tokelau ; l'évènement compte toutefois 809 athlètes et 278 accompagnants. Les infrastructures destinées aux manifestations sportives sont sur le point d'être livrées.

Wallis-et-Futuna 1^{ère} s'offre une nouvelle régie

Wallis et Futuna 1^{ère} a procédé au renouvellement du matériel de sa régie et se hisse désormais au même niveau que les autres stations de France Télévision. L'inauguration de la nouvelle régie a eu lieu le 15 juillet en présence du Préfet, des représentants de la chefferie, de la Présidente de l'Assemblée Territoriale ainsi que de représentants de la Direction générale de France Télévision. L'investissement d'un montant total de 300 millions de F CFP porte à la fois sur l'acquisition d'équipements et le réaménagement des locaux ; il permettra à chaque wallisien et futunien d'accéder à un service public d'information amélioré.

Départ de Jean-Paul Mosnier, Secrétaire Général des îles Wallis et Futuna

Jean-Paul Mosnier, Secrétaire Général des îles de Wallis et Futuna depuis deux ans et demi, a quitté ses fonctions le 15 juillet après avoir reçu du Préfet, fin juin, l'insigne de chevalier de l'ordre national du Mérite. Il rejoint la sous-préfecture de Guingamp (Côtes d'Armor). Son successeur, Pierre Simunek, sous-préfet de Lannion depuis décembre 2009, est attendu sur l'archipel pour la fin août. Il sera chargé, sous l'autorité du Préfet, d'animer et de coordonner l'activité des services de l'État et du Territoire.

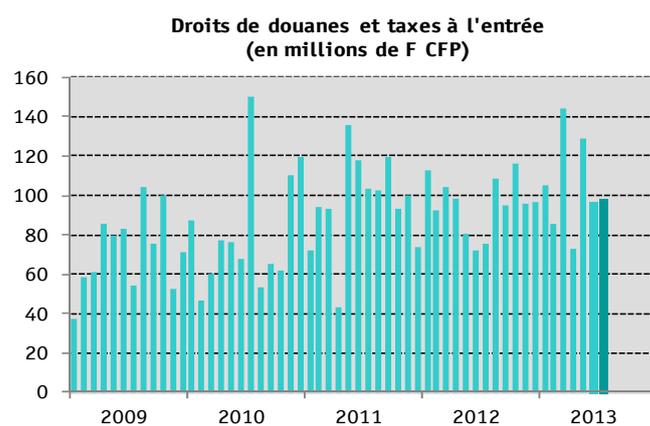
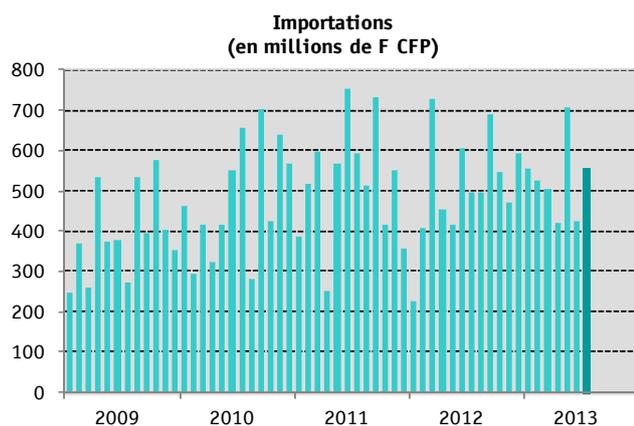
Publications

L'IEOM vient de publier le Panorama de Wallis-et-Futuna, édition 2013 (2012). Celui-ci est téléchargeable sur notre site internet : http://www.ieom.fr/IMG/pdf/ne100_portrait_panorama_2012_wallis.pdf

4 – Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲/mois	▲/an
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)			2T 13	115,33	- 2,2%
SMIG mensuel en XPF			août-13	89 149	- 3,5%
Nombre d'emplois salariés			déc-12	2 087	- 3,0%
Échanges extérieurs (millions de XPF)					
Importations	mensuelles	juil-13	557	30,7%	12,7%
	cumulées	juil-13	3 694	-	10,9%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	juil-13	98	1,3%	30,8%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	cumulés	juil-13	732	-	15,2%
Taxes intérieures de consommation	cumulées	juil-13	244	-	-6,0%
SECTEURS D'ACTIVITÉ			Données brutes	▲/mois	▲/an
Énergie					
Production brute d'électricité (milliers de kWh)	mensuelle	juin-13	1 641	4,7%	9,3%
Consommation de gazole (milliers de litres)	mensuelle	juin-13	565	-8,2%	-6,1%
Consommation d'essence (milliers de litres)	mensuelle	juin-13	140	-8,9%	-7,4%
Transports					
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	juil-13	nc	-	-
	cumulé	juil-13	nc	-	-
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	juil-13	nc	-	-
	cumulé	juil-13	nc	-	-
Touchées de navires de marchandises	mensuelles	juil-13	3	-50,0%	50,0%
	cumulées	juil-13	30	-	42,9%
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs	mensuel	juil-13	16	60,0%	33,3%

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration Supérieure, EEWF, SWAFEPF, Aviation civile
nc : non communiqué

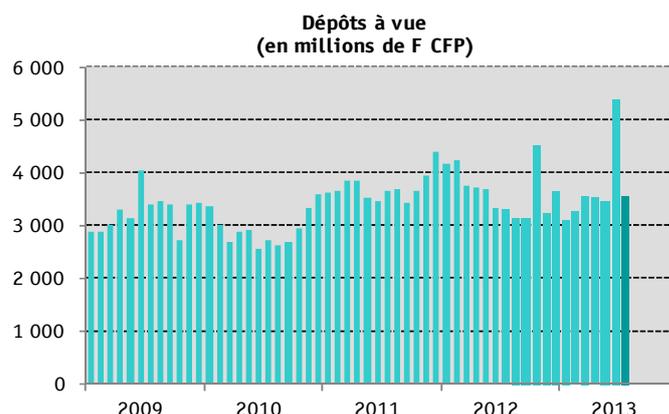
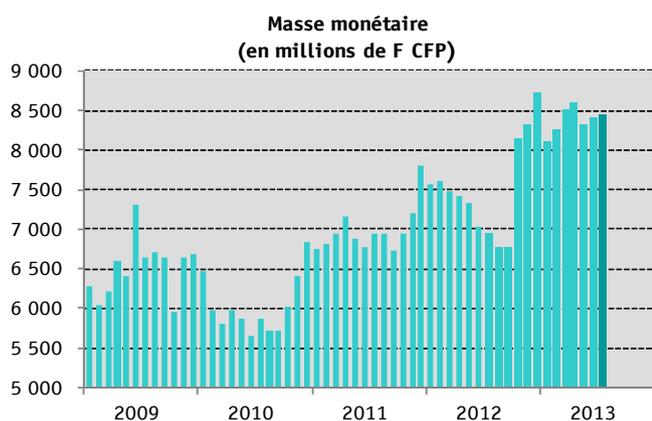


5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse Monétaire

Légère augmentation de la masse monétaire et forte contraction des dépôts à vue en rythme mensuel

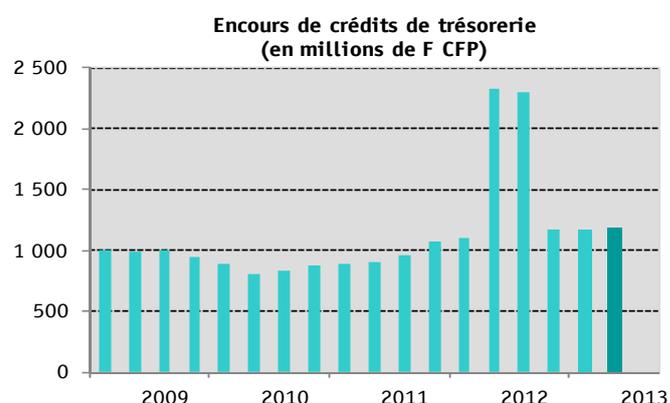
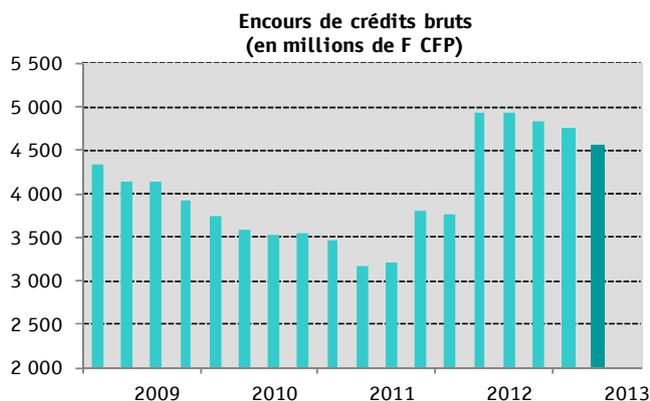
en millions de F CFP	juil-12	juin-13	juil-13	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	2 116	2 139	2 120	-0,9%	0,2%
Dépôts à vue	3 289	5 406	3 551	-34,3%	8,0%
Total M1	5 405	7 545	5 671	-24,8%	4,9%
M2-M1	557	448	465	3,8%	-16,5%
Total M3	6 947	8 405	8 448	0,5%	21,6%



Concours de caractère bancaire

Recul de l'encours des crédits

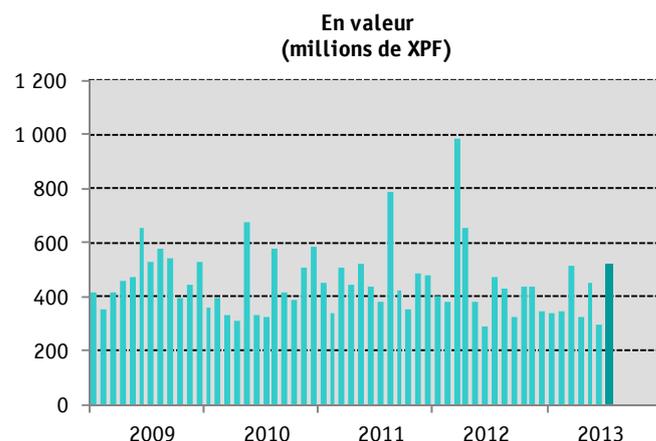
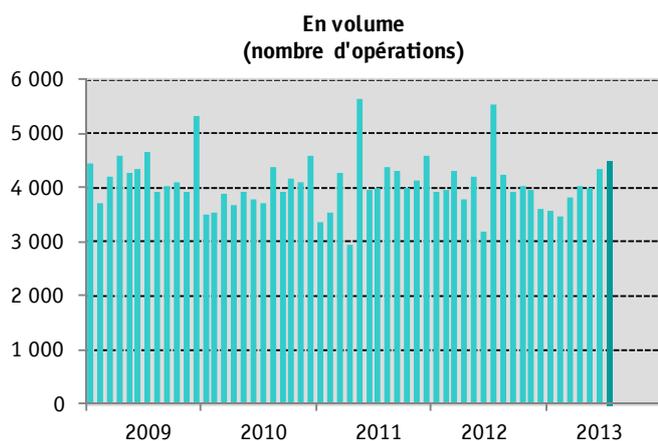
en millions de F CFP	juin-11	juin-12	juin-13	▲/an
Crédits de trésorerie	896	2 324	1 188	-48,9%
Crédits à l'équipement	1 136	1 429	2 168	51,7%
Crédits à l'habitat	353	401	447	11,5%
Autres crédits	207	263	283	7,7%
Total encours sain	2 592	4 418	4 086	-7,5%
Créances douteuses brutes	586	508	473	-7,0%
Total encours brut	3 178	4 926	4 559	-7,4%



Compensation

Forte augmentation des opérations de compensation en valeur

	juil-12	juin-13	juil-13	cumul 2013	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	5 536	4 328	4 464	27 664	3,1%	-19,4%
Compensation (en millions de CFP)	476	297	522	2 802	76,0%	9,6%



Incidents bancaires

Rebond des incidents bancaires

en nombre	juil-12	juin-13	juil-13	cumul 2013	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement par chèque	115	82	91	453	11,0%	-20,9%
Retraits de cartes bancaires	1	2	2	16	0,0%	100,0%

Interdits bancaires

Réduction du nombre de personnes en situation d'interdits bancaires

en nombre	juil-12	juin-13	juil-13	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	435	364	358	-1,6%	-17,7%
- dont personnes physiques	421	353	347	-1,7%	-17,6%
- dont personnes morales	14	11	11	0,0%	-21,4%

Cotation

Léger recul du nombre de cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM

en nombre	juil-12	juin-13	juil-13	▲/mois	▲/an
Cotes valides	36	45	42	-6,7%	16,7%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	9	17	16	-5,9%	77,8%

6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2011	2012	2013	▲/an
Indicateurs économiques					
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	2T	107,14	112,85	115,33	2,2%
Entreprises					
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	juillet	12	14	11	-21,4%
importations de biens d'équipement (M XPF)	juillet	568	404	560	38,7%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	juillet	85	20	61	-
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	juillet	8	2	8	300,0%
Ménages					
emploi salarié (nb)	décembre	2 027	2 087	-	3,0%
dont secteur privé	décembre	841	841	-	0,0%
dont secteur public	décembre	1 186	1 246	-	5,1%
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	août	486	510	528	3,5%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	juillet	390	421	347	-17,6%
décision retrait cartes bancaires (nb)	juillet	0	1	2	100,0%
incidents paiements sur chèques (nb)	juillet	132	115	91	-20,9%
importations de produits alimentaires (M XPF)	juillet	998	875	1 006	14,9%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	juillet	473	501	530	6,0%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	juillet	181	194	183	-5,6%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	juillet	11	10	8	-20,0%
Échanges extérieurs en millions de XPF					
importations	juillet	3 665	3 331	3 694	10,9%
exportations	juillet	-	-	-	-
recettes douanières	juillet	905	903	983	8,9%
dont droits de douanes + taxes à l'entrée	juillet	660	636	732	15,2%
dont taxes intérieures de consommation	juillet	236	259	244	-6,0%
Indicateurs financiers					
La masse monétaire en millions de XPF					
Dépôts à vue	juillet	3 643	3 289	3 551	8,0%
M1	juillet	5 715	5 405	5 671	4,9%
M2	juillet	6 298	5 962	6 136	2,9%
Dépôts à terme	juillet	652	985	2 312	134,7%
M3	juillet	6 951	6 947	8 448	21,6%
Ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues					
Ménages	juin	1 272	1 453	1 537	5,7%
<i>dont crédits à la consommation</i>	juin	919	1 186	1 212	2,2%
<i>dont crédits à l'habitat</i>	juin	353	268	325	21,2%
Entreprises	juin	950	2 638	2 255	-14,5%
<i>dont crédits d'exploitation</i>	juin	64	1 290	17	-98,7%
<i>dont crédits d'investissement</i>	juin	847	1 156	1 944	68,2%
Collectivités locales	juin	289	274	224	-18,1%
Autres agents et CCB non ventilés	juin	80	52	70	34,5%
créances douteuses brutes	juin	586	508	473	-7,0%
taux de créances douteuses	juin	18,4%	10,3%	10,4%	0,1 pt
Ensemble des actifs financiers					
Ménages	juin	2 882	3 071	3 066	-0,1%
<i>dont assurances-vie</i>	juin	930	976	964	-1,2%
Sociétés	juin	1 368	1 665	1 535	-7,8%
Autres agents	juin	3 966	3 719	3 837	3,2%

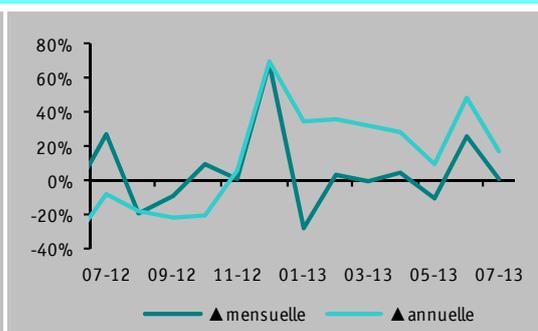
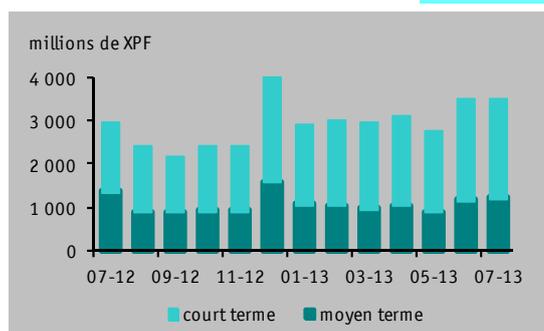
Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration Supérieure, Contributions diverses

2 – Activités de l'Institut et suivi de place

Refinancement des établissements de crédit

Stabilisation du refinancement sur le mois

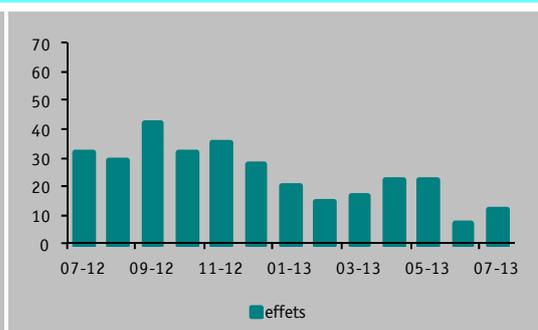
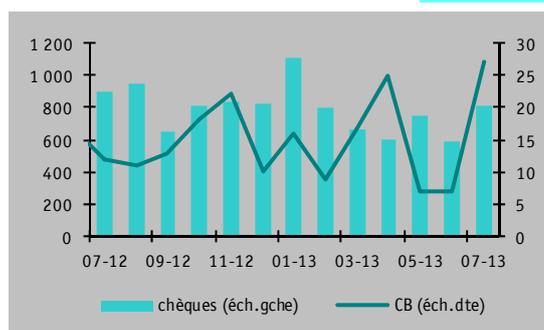
en millions de F CFP	juil-12	juin-13	juil-13	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	1 639	2 337	2 287	-2,1%	39,5%
Utilisations à moyen terme	1 335	1 144	1 189	4,0%	-10,9%
Refinancement total	2 974	3 481	3 477	-0,1%	16,9%



Incidents de paiement

Hausse des incidents de paiements sur le mois

en nombre	juil-12	juin-13	juil-13	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement :	942	609	845	38,8%	-10,3%
- sur chèques	898	595	806	35,5%	-10,2%
- sur effets	32	7	12	71,4%	-62,5%
- retraits de cartes bancaires	12	7	27	285,7%	125,0%



Interdits bancaires

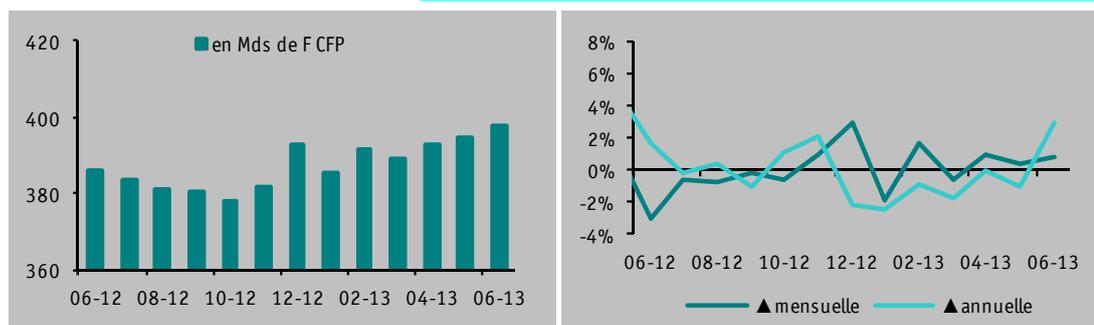
Recul des interdictions bancaires

en nombre	juil-12	juin-13	juil-13	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	3 614	3 397	3 359	-1,1%	-7,1%
- dont personnes physiques	3 147	2 928	2 889	-1,3%	-8,2%
- dont personnes morales	467	469	470	0,2%	0,6%

Masse monétaire

Hausse de M3 en juin

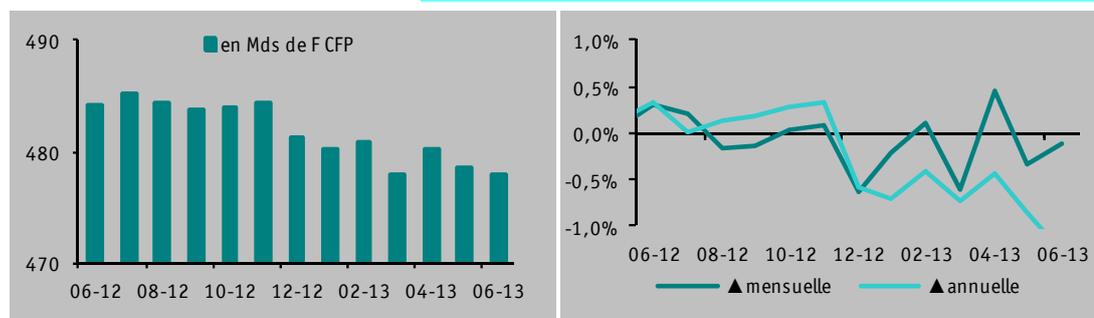
en millions de F CFP	juin-12	mai-13	juin-13	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	15 223	15 092	14 913	-1,2%	-2,0%
Dépôts à vue	146 153	152 249	154 624	1,6%	5,8%
Comptes sur livrets	98 774	98 613	98 341	-0,3%	-0,4%
Comptes d'épargne logement	351	408	423	3,6%	20,4%
Dépôts à terme	120 497	126 020	127 194	0,9%	5,6%
Autres	5 185	2 020	1 988	-1,6%	-61,7%
Total M3	386 184	394 403	397 482	0,8%	2,9%



Concours des banques locales à l'économie

Stagnation de l'encours des crédits sur le mois

en millions de F CFP	juin-12	mai-13	juin-13	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	127 889	122 142	122 700	0,5%	-4,1%
Crédits d'équipement	66 305	65 606	66 124	0,8%	-0,3%
Crédits à l'habitat	161 350	163 831	163 704	-0,1%	1,5%
Autres crédits	69 869	65 894	65 697	-0,3%	-6,0%
Créances dout. brutes	58 682	61 033	59 698	-2,2%	1,7%
Total CCB	484 095	478 504	477 924	-0,1%	-1,3%



3 – Brèves économiques locales

Finances publiques

Confirmation de la note BB+ de la Polynésie française par Standard & Poor's

Le 31 juillet, l'agence de notation Standard & Poor's a annoncé le maintien de la note BB+ de la Polynésie française avec une perspective stable. Cette évaluation est principalement soutenue par la stabilité politique, la réforme fiscale engagée par le Pays ainsi que l'anticipation d'une amélioration des performances structurelles budgétaires. L'appréciation de l'agence de notation reste réservée sur la gouvernance et la gestion financières du Territoire, en raison du manque de prévisibilité des encaissements des recettes fiscales.

Emploi

Adoption de deux mécanismes de soutien à l'emploi : le CAE et le CSE

Lors de la première séance de la session administrative du mardi 6 août, le gouvernement a adopté la loi du Pays relative aux contrats d'accès et de soutien à l'emploi (CASE) contenant deux mécanismes d'aide à l'emploi : le contrat d'accès à l'emploi (CAE) et le contrat de soutien à l'emploi (CSE).

Le CAE est destiné aux personnes ayant entre 18 et 60 ans, sans emploi depuis deux mois ou licenciées pour motifs économiques. Les bénéficiaires du CAE effectueront un stage d'un an, et bénéficieront d'une indemnité mensuelle de 88 000 F CFP, pour la tranche d'âge de 18-30 ans, et de 100 000 F CFP pour celle de 30-60 ans.

Le CSE aura pour objectif de compenser la baisse des rémunérations salariales, résultant de la mise en place de réductions du temps de travail. Les entreprises concernées devront effectuer une demande du dispositif auprès du SEFI afin d'indemniser partiellement la perte de salaire brut subie par les salariés ayant plus de 6 mois d'ancienneté, pour une durée de 3 mois.

Les deux dispositifs devraient être financés aussi bien par le Pays que par le fond d'accès à l'emploi et de lutte contre la précarité, pour un coût total estimé à environ 3 milliards de F CFP.

Commerce

Redressement judiciaire pour les magasins Casino

Le vendredi 19 juillet 2013, le tribunal de commerce de Papeete a placé en redressement judiciaire les cinq sociétés gérant les établissements Casino. Cette décision intervient à la suite d'un dépôt de bilan causé par une dette d'un montant de deux milliards de F CFP. Alors que le Géant Casino de Punaauia a fermé ses portes, ceux d'Arue et de Papeete sont désormais en période d'observation afin d'éviter une éventuelle liquidation judiciaire.

Liquidation judiciaire pour les magasins Do It Center, spécialisés dans les matériaux de construction

Après plus de 30 ans d'activité, les magasins Do It Center ont été placés en liquidation judiciaire par le tribunal de commerce de Papeete. Ce jugement a été prononcé après le dépôt de bilan de la société qui faisait face à de lourdes difficultés financières.

Tourisme

Augmentation des capacités de la compagnie Hawaiian Airlines sur le trajet Papeete-Hawaii

La compagnie Hawaiian Airlines va remplacer ses appareils par des Airbus A330-200, portant le nombre de places proposées à 294, soit une offre de 30 sièges supplémentaires. Ce changement, prévu pour le mois de novembre prochain, répond à une demande accrue des passagers sur cette ligne et s'accompagnera d'une adaptation des horaires de vols aux croisiéristes du paquebot Paul Gauguin.

Projet de réouverture de l'hôtel Bora Bora

Lors du Conseil des ministres du 31 juillet, le gouvernement a validé le projet de rénovation de l'hôtel Bora Bora. Après avoir fermé en 2008, l'hôtel devrait bénéficier du soutien financier du territoire afin d'effectuer les travaux de contournement de la route de ceinture qui le traverse, et ce, à des fins de réouverture.

Perliculture

Succès de la 7^e édition de vente aux enchères internationale de perles de culture

La vente aux enchères de perles de Tahiti organisée par le Groupement d'intérêt économique (GIE) Poe o Rikitea s'est achevée, le mardi 30 juillet 2013, avec un montant de plus de 325 millions de F CFP, dépassant les 240 millions de F CFP espérés. Ainsi, un nombre total de 255 250 perles, soit 83 % des lots proposés, a été vendu principalement à des acheteurs Polynésiens, Hongkongais et Japonais. Ces bons résultats constituent le meilleur score enregistré depuis 2011.

4 – Brèves économiques régionales

Australie : politique monétaire

Baisse du cash rate d'un quart de point

Lors de sa réunion mensuelle, la Reserve Bank of Australia (RBA) a réduit d'un quart de point son principal taux directeur, le cash rate, qui passe à 2,50 % à compter du 7 août 2013. Le desserrement des taux est motivé par la nécessité de soutenir l'économie australienne, qui demeure en dessous de son potentiel de croissance, affectée par le ralentissement des investissements dans le secteur minier.

Australie : prix à la consommation

IPC en hausse de 0,4 % au deuxième trimestre 2013

Au deuxième trimestre 2013, l'indice des prix à la consommation s'inscrit en légère hausse, +0,4 % par rapport au trimestre précédent (+0,4 % au premier trimestre 2013). Sur le trimestre, les plus fortes progressions concernent la santé (+3,4 %), le tabac (+3 %), les achats immobiliers (+0,9 %), le meubles (+4,8 %) et les loyers (+1,1 %). Sont en baisse les tarifs des voyages domestiques (-4 %) et des carburants automobiles (-3,1 %).

En rythme annuel, l'IPC enregistre +2,4 %, évoluant dans la fourchette visée par la RBA (2-3 %).

Nouvelle-Zélande : emploi

Progression de l'emploi au deuxième trimestre 2013

En Nouvelle-Zélande, l'emploi continue d'augmenter, +0,4 % sur le trimestre (+0,7 % sur l'année), après +1,7 % en mars 2013, alors qu'il avait défavorablement évolué en 2012.

Parallèlement, le taux de chômage s'établit à 6,4 %, en légère progression par rapport au trimestre précédent (6,2 %), mais en repli par rapport à juin 2012 (6,8 %).

Nouvelle-Zélande : agroalimentaire

Contamination de lait en poudre

Début août, Fonterra, principal groupe laitier de Nouvelle-Zélande (90 % de la production du pays) et premier exportateur mondial de produits laitiers, a dû retirer du marché un stock de 38 tonnes de lait en poudre, infecté par des toxines botuliques. Selon le directeur de la société, la contamination date de mai 2012 et ne concerne qu'une seule unité de production. Huit clients, répartis sur sept pays, sont affectés (dont la Nouvelle-Zélande, la Chine, Singapour, la Malaisie, la Russie...).

La Chine et la Russie ont immédiatement suspendu leurs importations de lait en poudre en provenance de Nouvelle-Zélande, tandis que le dollar néo-zélandais s'inscrivait en fort repli sur le marché des changes.

Les indicateurs de référence

	date	m-12	m-1	m	/mois	/an	
Indicateurs macroéconomiques							
Indice des prix à la consommation (base 100 décembre 2007)	juil-13	107,5	108,2	108,8	0,6%	1,2%	
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand (base 100 janvier 2000)	juil-13	115,7	114,1	114,1	0,0%	-1,4%	
Commerce extérieur	<i>Exportations (en M F CFP)</i>	juin-13	1 096	978	1 046	6,9%	-4,6%
	<i>Importations (en M F CFP)</i>	juin-13	12 999	14 886	11 761	-21,0%	-9,5%
<i>(source : ISPF)</i>							
Entreprises							
Importations de biens d'équipement (M F CFP)	juin-13	2 341	1 866	1 456	-22,0%	-37,8%	
Importations de véhicules utilitaires (M F CFP)	juin-13	60	96	101	5,3%	68,3%	
Immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)	juin-13	101	91	92	1,1%	-8,9%	
Personnes morales en interdiction bancaire (nb)	juin-13	462	470	469	-0,2%	1,5%	
<i>(sources : ISPF, IÉOM)</i>							
Ménages							
Importations de biens de consommation courante (M CFP)	juin-13	1 769	2 026	1 750	-13,6%	-1,1%	
Importations de produits alimentaires (M CFP)	juin-13	2 625	3 185	2 537	-20,4%	-3,4%	
Immatriculation de véhicules particuliers neufs (nb)	juin-13	221	189	220	16,4%	-0,5%	
Personnes physiques en interdiction bancaire	juin-13	3 161	2 960	2 928	-1,1%	-7,4%	
<i>(sources : ISPF, IÉOM)</i>							
Secteurs							
Agriculture							
Exportations de perles brutes (en M F CFP)	juin-13	467	499	571	14,4%	22,3%	
Exportations de poissons et crustacés (en M F CFP)	juin-13	164	116	130	12,5%	-20,7%	
BTP							
Importations de ciment (en M F CFP)	juin-13	73	164	23	-86,0%	-68,5%	
Importations de bois transformé (en M F CFP)	juin-13	124	148	126	-14,9%	1,6%	
Industrie							
Exportations de mono en vrac et conditionné (en M F CFP)	juin-13	3	16	1	-93,9%	-66,7%	
Exportations d'huile de coprah (en M F CFP)	juin-13	48	63	35	-44,5%	-27,1%	
Exportations de noni en purée et en jus (en M F CFP)	juin-13	57	85	69	-18,6%	21,1%	
Tourisme							
Nombre de touristes	juin-13	14 940	13 534	15 120	11,7%	1,2%	
Taux d'occupation hôtelière (CPH)	juil-13	68,7%	65,7%	71,9%	6,2 pts	3,2 pts	
<i>(sources : ISPF, CPH)</i>							
Indicateurs financiers							
(Encours banques locales en M F CFP)							
Dépôts							
Ménages	<i>Dépôts à vue</i>	juin-13	58 884	56 377	58 314	3,4%	-1,0%
	<i>Comptes sur livret</i>	juin-13	92 818	92 910	92 529	-0,4%	-0,3%
	<i>Dépôts à terme</i>	juin-13	62 309	69 521	69 502	0,0%	11,5%
Entreprises	<i>Dépôts à vue</i>	juin-13	75 025	80 498	83 437	3,7%	11,2%
	<i>Dépôts à terme</i>	juin-13	37 492	44 874	46 291	3,2%	23,5%
Encours bancaires							
Ménages	<i>Crédits de trésorerie</i>	juin-13	76 926	76 410	76 518	0,1%	-0,5%
	<i>Crédits à l'habitat</i>	juin-13	140 713	143 540	143 806	0,2%	2,2%
Entreprises	<i>Crédits de trésorerie</i>	juin-13	49 011	39 873	40 318	1,1%	-17,7%
	<i>Crédits d'équipement</i>	juin-13	56 781	56 428	56 668	0,4%	-0,2%
<i>(source : IÉOM)</i>							

4 – Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,00%	08/05/2013
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,50%	08/05/2013
taux de la facilité de prêt marginal	1,00%	02/08/2013

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	08/07/2013	0,15%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	28/05/2013	0,50%	3,25%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/04/2013	2,15%	4,45% à 4,90% (Taux SGFGAS à partir du 01/04/2013)
taux de la facilité de prêt marginal	28/05/2013	1,00%	
taux de l'escompte de chèques	28/05/2013	1,00%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois

	31/07/2013	30/06/2013	Var. M-1
EONIA	0,1430%	0,2080%	- 0,065 pt
EURIBOR 1 mois	0,1310%	0,1230%	+ 0,008 pt
EURIBOR 3 mois	0,2280%	0,2180%	+ 0,010 pt
EURIBOR 6 mois	0,3410%	0,3350%	+ 0,006 pt
EURIBOR 12 mois	0,5360%	0,5270%	+ 0,009 pt

taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	31/07/2013	30/06/2013	Var. M-1
TEMPE	0,0931%	0,0947%	- 0,002 pt
EURIBOR 1 mois	0,1250%	0,1200%	+ 0,005 pt
EURIBOR 3 mois	0,2210%	0,2100%	+ 0,011 pt
EURIBOR 6 mois	0,3350%	0,3200%	+ 0,015 pt
EURIBOR 12 mois	0,5250%	0,5060%	+ 0,019 pt
TMO	2,5100%	2,4600%	+ 0,050 pt
TME	2,3100%	2,2600%	+ 0,050 pt
TRBOSP	2,5300%	2,6100%	- 0,080 pt

taux de base bancaire

	taux	date d'effet
banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001
banques locales		
taux d'intérêt légal	taux	JORF
année 2013	0,04%	01/03/2013
année 2012	0,71%	08/02/2012

Définitions

EONIA: Euro OverNight Index Average
 TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA
 EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate
 TMO : taux moyen des obligations publiques (source: CDC)
 TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)
 TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)

taux des euro-monnaies

devise	USD			JPY			GBP		
	31/07/2013	30/06/2013	30/05/2013	31/07/2013	30/06/2013	30/05/2013	31/07/2013	30/06/2013	31/05/2013
taux JJ	0,180%	0,175%	0,110%	0,081%	0,093%	0,101%	0,505%	0,495%	0,470%
3 mois	0,310%	0,320%	0,360%	0,157%	0,156%	0,154%	0,550%	0,560%	0,590%
10 ans emprunts phares	2,690%	2,540%	2,180%	0,800%	0,850%	0,870%	2,380%	2,450%	2,010%

TAUX DE LUSURE (seuils applicables à partir du 1er juillet 2013)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,99%
Prêts à taux fixe	5,23%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,63%
Prêts à taux variable	4,68%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	5,01%
Prêts-relais	5,44%	Découverts en compte (1)	13,36%
Autres prêts		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	4,40%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 357 995 XPF	20,09%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF	15,77%	Découverts en compte (1)	13,36%
Prêts d'un montant supérieur ou égal à 715 990 XPF	11,05%		

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	89,8921	1 NZD/XPF	71,6793	1 HKD/XPF	11,5917	1 GBP/XPF	136,6133	
100 JPY/XPF	91,7936	1 AUD/XPF	81,0402	1 SGD/XPF	70,6147	100 VUV/XPF	91,3120	1 FJD/XPF	47,1928